

Emmanuel Macron

En Marche !

99 rue de l'Abbé Groult
75015 Paris

Paris, le 12 avril 2017

LETTRE OUVERTE AUX AGENTS PUBLICS

À tous les agents publics de notre pays,

Je m'adresse à vous en tant qu'ancien collègue : comme vous, j'ai souhaité consacrer une partie de ma vie active au service de l'Etat car je crois profondément aux valeurs du service public. Elles m'animent toujours aujourd'hui et sont au cœur de ma candidature pour la Présidence de la République.

Je connais votre engagement, vous qui enseignez, soignez, assurez notre sécurité et nos services de proximité, rendez la justice et faites vivre notre système de solidarité. Je sais à quel point des services publics efficaces et de qualité sont indispensables à la cohésion sociale, à l'égalité républicaine, à la croissance économique. J'aimerais donc vous présenter personnellement ce que j'entends porter avec vous si les Français me choisissent, ce que j'attends de vous et ce que je compte porter pour vous.

Mon ambition est de renforcer avec vous les services publics et de vous rendre encore plus fiers de servir la République et ses valeurs.

Le service public que j'appelle de mes vœux est **un service public plus accessible** dans les territoires qui se sentent les plus délaissés : au cœur de la France rurale comme dans les quartiers populaires, dans les zones périurbaines comme en outre-mer.

Ensemble, nous allons organiser le retour des services publics dans ces territoires, avec le soutien des associations et en impliquant les habitants dans les décisions qui les concernent. Partout où c'est nécessaire et utile, nous développerons les maisons de service public pour regrouper dans un même lieu tous les services essentiels à la vie de tous les jours (poste, prestations sociales, accès à l'emploi...). Nous doublerons le nombre de maisons de santé d'ici 2022. Pour que le service public soit mieux ancré dans le quotidien des Français et réponde mieux à leurs besoins, **je ferai appel à vos idées** en développant l'expérimentation de nouvelles solutions au plus près du terrain.

Nous continuerons **à adapter avec vous l'accès aux services en fonction des contraintes et des attentes nouvelles des usagers** : en renforçant l'ouverture le soir et en fin de semaine pour certains, comme les bibliothèques ; en développant pour tous les services numériques. D'ici 2022, 100% des démarches administratives – du dépôt d'une plainte en ligne à l'inscription d'un enfant à la cantine en passant par le renouvellement des papiers d'identité – devront pouvoir être effectuées sur internet. Nous ferons ainsi de la France la référence pour **les services publics en ligne** et répondrons à l'attente d'une grande partie de nos concitoyens. Nous répondrons aussi à votre attente de consacrer moins de temps aux tâches administratives répétitives, et davantage à **l'accompagnement personnalisé** des usagers qui rencontrent le plus de difficultés.

Ces transformations impliqueront de revoir profondément les méthodes de travail ; c'est ainsi que nous répondrons aux attentes de nos concitoyens.

Le service public de demain devra aussi **faire plus pour ceux qui ont moins**. Nous ne pouvons plus nous contenter d'offrir le même service à tous et partout, je veux donc fixer au service public des obligations de résultat et non plus seulement de moyens. C'est l'honneur du service public que de veiller à ce que chacun, quelle que soit sa condition, ait accès à un service public de qualité.

Dans cet esprit, je m'engage à donner à celles et ceux d'entre vous qui enseignent en zones prioritaires plus de temps par élève, en divisant par deux les effectifs des classes de CP et de CEI. Nous réussirons ce projet en réorientant une partie des 60 000 postes créés ces dernières années et en créant jusqu'à 5 000 postes supplémentaires. Je souhaite aussi renforcer les effectifs de police et de gendarmerie dans les quartiers et les territoires où la sécurité quotidienne est la plus fragile. Pour faire face aux nombreuses difficultés que rencontrent les hôpitaux et au vieillissement de notre société, je maintiendrai les effectifs de la fonction publique hospitalière durant les cinq prochaines années.

Notre service public est une richesse, nous devons investir dans son avenir. Je veux pour vous de meilleures conditions de travail. J'investirai 5 milliards d'euros pour moderniser le service public, améliorer vos outils de travail, alléger les procédures, libérer du temps utile et engager enfin la révolution numérique au sein de l'administration. Nous investirons également 5 milliards d'euros dans la prévention et l'hôpital, pour développer la télémédecine en aidant financièrement les patients, les associations, les professionnels et les établissements à s'équiper en technologies numériques. Enfin, je soutiendrai les collectivités territoriales dans leur effort de modernisation.

Le service public de demain reposera, plus que jamais sur **le principe de confiance**. Vous aurez davantage de marges de manœuvre pour agir en fonction de la réalité du terrain – et pas des règles dictées d'en haut. Je donnerai plus d'autonomie aux administrations locales dans la gestion des équipes et des budgets. Les changements d'organisation seront dictés par les besoins identifiés, en concertation avec vous et vos représentants.

Pour améliorer la confiance entre le service public et ses usagers, il faut **davantage de transparence et une évaluation plus claire de la performance**. Je souhaite que chaque établissement recevant du public – des commissariats aux préfectures en passant par les écoles, les mairies, les hôpitaux et les tribunaux – affiche ses résultats et rende des comptes sur la qualité du service qu'il dispense en fonction des réalités locales. Vous le savez d'ailleurs : si le service public ne porte pas lui-même cette exigence, d'autres le feront pour lui.

Pour préparer l'avenir et **rendre la dette publique soutenable pour nos enfants**, nous réduirons dans le même temps nos dépenses de fonctionnement. A l'échéance du quinquennat, j'ai fixé un repère : le non-remplacement de 120 000 départs à la retraite. Et nous aurons une règle simple : **réduire les recrutements sans dégrader la qualité du service public**.

Enfin, je veux pour vous **plus de reconnaissance et davantage de perspectives de carrière**. La reconnaissance, c'est d'abord **une plus juste rémunération**. J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre **salaire net sera augmenté d'autant**. La reconnaissance, c'est aussi payer mieux ceux qui s'impliquent plus dans leur travail. C'est pourquoi j'introduirai davantage de **rémunérations au mérite** qui récompensent les efforts, plutôt que des mesures générales qui s'appliquent à tous de la même manière.

Enfin, je veux **un service public qui gère mieux ses agents**. Je ne remettrai pas en cause le statut de la fonction publique mais je veux m'attaquer à ses rigidités, en introduisant plus de mobilité

professionnelle avec un effort exceptionnel en faveur de la formation, plus de passerelles, plus de possibilités de reconversion, moins d'obstacles statutaires qui limiteraient votre progression.

Je souhaite aussi **ouvrir le service public** par le recrutement sur contrat dans certaines fonctions, notamment d'encadrement et d'expertise, pour attirer des professionnels d'expérience et d'horizons variés, issus de l'entreprise ou du secteur associatif. Je ne doute pas une seconde de la qualité de celles et ceux qui servent la sphère publique, mais celle-ci a besoin de s'ouvrir à d'autres talents et d'autres expériences. Les organisations inventives sont celles qui savent accueillir en leur sein des hommes et des femmes dont les parcours et les regards sont divers.

Enfin, je veux instituer pour vous comme pour tous les actifs **un système de retraite universel**, plus lisible et plus juste. Votre régime de retraite n'est pas plus généreux que le régime général. Mais ses règles sont source de complexité, d'injustices parfois. Elles désavantagent les mobilités. Les règles seront les mêmes pour tous. Elles seront mises en place progressivement, après concertation et examen des différentes options possibles, et ne concerneront ni les retraités actuels ni les agents qui sont à moins de cinq ans de la retraite. **Nous ne ferons pas d'économies sur les retraites des fonctionnaires.**

Voilà, en quelques lignes, l'ambition que je porte. Je vous inviterai à y prendre pleinement part. Je connais la force, la constance et la sincérité de votre engagement. Comptez sur ma détermination à écrire avec vous une nouvelle page de l'histoire de notre service public qui, plus renforcé que jamais, incarnera les valeurs de la République et fera vivre notre idéal commun d'une société plus juste et plus solidaire.

*Vous pouvez compter sur mon engagement pour notre
service public et notre
État, en particulier,*

Emmanuel Macron
Emmanuel Macron